(1)

(N° 21.)

SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 3 DÉCEMBRE 1924

Rapport complémentaire de la Commission de l'Industrie et du Travail sur le Projet de Loi revisant les dispositions de la loi du 15 mai 1910 organique des Conseils de prud'hommes. (Texte voté par le Sénat en première lecture.)

(Voir les nos 30 (session de 1921-1922), 130 session de 1922-1923), 67, 110, 118, 122, 129, 137, 155 (session de 1923-1924), 13, 14 (session de 1924-1925) et les Ann. parl. du Sénat, séances des 3, 8 et 10 avril, 12, 18, 19 et 25 novembre 1924.)

Présents : MM. DEMERBE, président ; BAECK, BROECKX, CARPENTIER, CROQUET, le chevalier DE GHELLINCK D'ELSEGHEM, HENRICOT, LOMBARD, RUTTEN, SIMONIS, SOLAU, THIÉBAUT, TSCHOFFEN, VAN BELLE et RONGY, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

En vertu de l'article 54 du règlement du Sénat, le texte du projet de loi organique des Conseils de prud'hommes voté en première lecture (document n° 14) a été renvoyé devant la Commission.

A l'unanimité, elle a admis certains amendements qui ne modifient en rien le fond du projet de loi et qui n'ont d'autres conséquences que de mettre en concordance certains articles.

C'est ainsi que votre Commission a admis à l'article 3 un amendement, présenté par MM. Thiébaud et consorts, ainsi conçu :

ART. 3. — 9° « Les gardes, receveurs et wattmen en service dans les exploitations concédées des chemins de fer, chemins de fer vicinaux, omnibus et tramways ».

En raison de l'adoption de cet amendement, il y a lieu de supprimer le 2° de l'article 4, et de le remplacer par les mots : « Chefs gardes et contrôleurs en service dans les exploitations concédées des chemins de fer, chemins de fer vicinaux, omnibus et tramways ».

Votre Commission a pensé que les chimistes et les actuaire, indiqués comme employés au 2° de l'article 4, représentent une catégorie d'hommes

de confiance parfaitement assimilable aux fonctions d'ingénieur que l'on n'a pas songé à assujettir à la présente loi. Pour ces raisons votre Commission propose de modifier le b) du même article 4 et d'y ajouter : « des actuares et des chimistes ».

Au littera a) de l'article 4, rédigé comme suit : « a) De ceux qui, en qualité d'administrateur-délégué, gérant, directeur, ingénieur ou à un titre analogue, sont placés à la tête de la gestion journalière d'une entreprise », vous remarquerez que les ingénieurs sont exclus de la catégorie des employés et par conséquent ne sont pas justiciables des prud'hommes, comme tels. La qualité d'ingénieur leur confère évidemment des responsabilités que n'ont pas en général les employés, et les place très souvent dans une situation égale à celle des directeurs et des gérants.

Dans ces conditions il y a lieu de les assimiler à ces derniers et de compléter l'article 13 en ajoutant au 3^o, après le mot « directeur », celui de « ingénieur ». Cette modification n'a d'autre portée que d'harmoniser l'article 13 avec l'article 4.

A l'article 24, la Commission adopte une légère modification au texte allemand, dans le but de corriger une faute grammaticale.

A l'article 28, c'est par erreur que la conjonction « et » a été supprimée dans le texte de l'alinéa 4 ; il faut lire après le mot : « conseil », « et de chaque chambre ».

La Commission propose donc de rétablir ce mot qui avait disparu par inadvertance.

A l'article 42, il y a lieu de rétablir, après le deuxième alinéa, la disposition suivante qui a également disparu par erreur, dans le texte voté en première lecture.

« L'assesseur juridique le plus ancien ou, à ancienneté égale, le plus âgé, prend part aux délibérations de la chambre spéciale avec voix consultative et, au besoin, départage les voix. »

A l'article 59, la Commission admet à l'unanimité la modification au 2^o proposée par le Gouvernement.

Art. 95. Le texte amendé par le Sénat en première lecture ne contient pas les mots : « ainsi qu'aux assesseurs juridiques », que prévoit le texte du Gouvernement.

Etant donné que la loi votée introduit l'assesseur juridique, il y a lieu d'harmoniser cet article avec l'ensemble du projet. En conséquence, votre Commission, à l'unanimité, vous propose l'ajoute ci-dessus après les mots : « aux présidents. »

Art. 126. Etant donné que les crédits nécessaires seront inscrits régulièrement au Budget du Ministère de l'Industrie et du Travail, en vue de satisfaire aux obligations résultant de l'accomplissement des formalités électorales mises à charge de l'État, il n'y a pas lieu de maintenir l'article 126 et la Commission propose sa suppression.

En conséquence de cette modification, l'article 127 deviendra l'article 126.

Nous rappelons au Sénat que les amendements approuvés par votre Commission à l'article 3, qui n'a pas été amendé lors du vote en première lecture, ne peuvent pas être sous-amendés (art. 54 du règlement) et nous vous proposons leur adoption.

Le Rapporteur,
RONGY.

Le Président,
ARTH. DEMERBE.

Amendements présentés par la Commission au texte adopté par le Sénat au premier vote.

ART. 3 (non amendé).

Ajouter un 9^o ainsi conçu :

« 9^o Les gardes, receveurs et wattmen en service dans les exploitations concédées des chemins de fer, chemins de fer vicinaux, omnibus et tramways ».

ART. 4.

Au 2^o, supprimer les mots : « Les chimistes et les actuares » et les remplacer par les mots : « chefs-gardes et contrôleurs en service dans les exploitations concédées des chemins de fer, chemins de fer vicinaux, omnibus et tramways ».

Rédiger comme suit le 14^e alinéa :

« b) Des directeurs techniques, des directeurs commerciaux, des actuares et des chimistes. »

ART. 13.

Au 3^o, après le mot « directeur », ajouter le mot « ingénieur ».

ART. 24.

Modifier comme suit l'alinéa 8 :

« Ich schwöre *der* Belgischen Staatsverfassung und *den* Gesetzen gehorsam... »

ART. 28.

4^e alinéa : Après le mot « conseil » ajouter le mot « et ».

Amendementen voorgesteld door de Commissie, op den tekst door den Senaat bij eerste lezing aangenomen.

ART. 3 (niet gewijzigd).

Een nummer 9^o toe te voegen, luidende :

« De wachters, ontvangers en wattmen te werk gesteld bij de geconcedeerde trein-, buurtspoor-, omnibus- en trambedrijven ».

ART. 4.

In nummer 2^o, de woorden : « De scheikundigen en de actuarissen » te vervangen door : « De hoofdwachters en controleurs te werk gesteld bij de geconcedeerde trein-, buurtspoor-, omnibus- en trambedrijven ».

Het 14^e lid te doen luiden :

« b) Van de technische bedrijfsleiders, handelsleiders, actuarissen en scheikundigen. »

ART. 13.

In n^o 3^o, na het woord « bestuurder », het woord « ingenieur » tusschen te voegen.

ART. 24.

Lid 8 te doen luiden :

« Ich schwöre *der* Belgischen Staatsverfassung und *den* Gesetzen gehorsam... »

ART. 28 (niet gewijzigd).

De Vlaamsche tekst blijft ongewijzigd.

ART. 42.

Insérer après le 2^e alinéa, la disposition ci-après :

« L'assesseur juridique le plus ancien, ou, à ancienneté égale, le plus âgé, prend part aux délibérations de la chambre spéciale avec voix consultative et, au besoin, départage les voix. »

ART. 59.

Rédiger cet article en ces termes :

« La citation est notifiée soit à la personne du défendeur soit à son domicile ou à sa résidence actuelle.

» Dans les derniers cas, l'exploit est remis à l'un des parents ou alliés du défendeur, demeurant avec lui, ou à l'un de ses serviteurs, ou même, au besoin, à toute autre personne habitant la maison.

» La citation pourra également être notifiée à la mine, à l'usine, à l'atelier, au magasin, au bureau, et, en général, à l'endroit affecté à l'exploitation de l'entreprise, à l'exercice de la profession ou à l'activité de la société, de l'association, du groupement ou de l'institution sans but lucratif, quand il s'agit de citer un employeur.

» Dans ce cas, la citation est donnée à un préposé de l'employeur ou à l'un de ses employés.

» Si, à la résidence actuelle du défendeur ou à l'endroit déterminé à l'alinéa 3 ci-dessus, il ne se trouve personne qui puisse recevoir valablement la citation, la copie en est déposée entre les mains du bourgmestre ou de l'un des échevins de la commune de la résidence actuelle du défendeur, qui vise l'original sans frais. En outre, l'huissier laisse à la résidence actuelle du défendeur un avis par lequel il lui

ART. 42.

Na lid 2 de volgende bepaling tusschen te voegen :

« De eerstbenoemde technische bijzitter of, zoo de technische bijzitters te gelijktijd werden benoemd, de oudste, neemt deel aan de beraadslagingen der bijzondere kamer. Hij heeft daarbij een adviseerende stem en, bij staking van stemmen, een overwegende stem. »

ART. 59.

Dit artikel te doen luiden :

« Het exploit wordt beteekend hetzij aan den verweerder zelf, hetzij aan zijn woonplaats of zijn huidige verblijfplaats.

« In laatstbedoelde gevallen wordt het exploit overhandigd aan een der met den verweerder samenwonende bloed- of aanverwanten, of aan een zijner dienstboden, of zelf desnoods, aan elken anderen persoon die hetzelfde huis als hij bewoont.

» Het exploit kan ook worden beteekend aan de mijn, de fabriek, de werkplaats, den winkel, het kantoor, en, over het algemeen, ter plaatse dienende tot het drijven der onderneming, tot de uitoefening van het beroep of tot de werkzaamheden der vennootschap, vereeniging, groep of instelling zonder winstgevend doel, wanneer het geldt dagvaarding van een werkgever.

» In dit geval wordt het exploit overhandigd aan een gelastigde van den werkgever of aan een zijner bedienden.

» Indien, ter plaatse waar de verweerder op dat oogenblik zijn verblijf houdt, of ter plaatse bedoeld bij bovenstaand lid 3, niemand wordt aangetroffen die het exploit geldig kan in ontvangst nemen, dan wordt een afschrift ervan gelaten in handen van den burgemeester of van een schepen der gemeente waarin de verweerder op dit oogenblik zijn verblijf houdt ; gezegde burgemeester of

fait savoir que l'exploit se trouve à sa disposition à l'administration communale.

» La notification de la citation à la résidence actuelle du défendeur et, le cas échéant, la remise de l'exploit au bourgmestre ou à l'un des échevins de la commune seront faites par un huissier habile à instrumenter dans le canton judiciaire dans les limites duquel le défendeur réside ; la notification à l'un des endroits déterminés à l'alinéa 3, aura lieu par les soins d'un huissier habile à instrumenter dans le canton judiciaire où cet endroit se trouve situé. S'il n'y a pas, pour le canton, d'huissier en état d'instrumenter, la citation pourra être notifiée par un huissier d'un canton limitrophe.

» La notification de la citation aura lieu dans les délais déterminés à l'article 52. »

ART. 95.

Après les mots : « aux présidents » ajouter : « ainsi qu'aux assesseurs juridiques ».

ART. 126.

A supprimer.

schepen viseert het origineel kosteloos. Daarenboven laat de deurwaarder ter verblijfplaats van den verweerder een bericht achter, waarbij hem ter kennis wordt gebracht, dat het gemeentebestuur het exploit te zijner beschikking houdt.

» De beteekening van het exploit ter plaatse waar de verweerder op dat oogenblik zijn verblijf houdt en, bij voorkomend geval, de overhandiging daarvan aan den burgemeester of aan een schepen der gemeente, dienen te worden gedaan door een deurwaarder bekwaam om zijn ambt in het kanton uit te oefenen waarin de verweerder zijn verblijfplaats heeft ; de beteekening aan een der bij lid 3 bepaalde plaatsen, geschiedt door een deurwaarder bekwaam om zijn ambt uit te oefenen in het rechterlijk kanton waarin bedoelde plaats gelegen is. Is er voor het kanton geen deurwaarder bekwaam om zijn ambt uit te oefenen, dan kan de beteekening worden gedaan door een deurwaarder van een aangrenzend kanton.

» De beteekening van het exploit dient te worden gedaan binnen de termijnen bepaald bij artikel 52. »

ART. 95.

Na de woorden : « aan de voorzitters » de woorden : « alsmede aan de rechtskundige bijzitters » tusschen te voegen.

ART. 126.

Te doen wegvallen.